

Les forces de gauche confirment leur victoire au 2e tour des élections législatives en Lituanie

Corinne Deloy

Résultats
2nd tour

Les forces de gauche ont confirmé leur victoire du 1er tour des élections législatives le 14 octobre dernier lors du 2e tour de scrutin qui s'est déroulé le 28 octobre dans lequel 68 des 141 sièges du Seimas, chambre unique du Parlement, restaient à pourvoir. Aucun 2e tour n'a d'ailleurs jamais véritablement modifié les résultats du 1er dans l'histoire du pays.

Le Parti social-démocrate (LSP) dirigé par Algirdas Butkevicius arrive en tête avec 38 sièges. Il devance l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK) du Premier ministre, Andrius Kubilius qui remporte 33 sièges. « *Nos résultats ne sont pas mauvais, nous faisons partie des principaux partis du parlement* » a déclaré le chef du gouvernement sortant. Le Parti du travail (DP) du milliardaire Viktor Ouspaskitch arrive en 3e position avec 30 députés et Pour l'ordre et la justice (TT), de l'ancien Président de la République (2003-2004) Rolandas Paksas, obtient 11 députés. Sociaux-démocrates et travaillistes remportent donc ensemble 78 des 141 sièges.

« *J'évalue ces résultats positivement. Après le 2e tour, nous arrivons en tête* » a déclaré Algirdas Butkevicius, dans lequel beaucoup voit le futur Premier ministre. Les sociaux-démocrates devraient selon toute vraisemblance s'allier avec le Parti du travail et Pour l'ordre et la justice au sein d'une coalition gouvernementale. Viktor Ouspaskitch a indiqué que son parti était intéressé par les ministères de l'Economie, des Transports, de l'Agriculture et de la Culture.

Résultats des élections législatives des 14 et 28 octobre 2012 en Lituanie

Participation : 52,90% (1er tour) et 35% (2e tour)

Partis politiques	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (LSP)	38
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	33
Parti du travail (DP)	30
Pour l'ordre et la justice (TT)	11
Mouvement libéral (LRLS)	10
Action électorale polonaise (LLRA)	8
Voie du courage (DK)	7

Source : Commission électorale
http://www.vrk.lt/2012_seimo_rinkimai/output_lt/rinkimu_diena/rezultatai2.html

Le Mouvement libéral (LRLS) d'Eligijus Masiulis, membre du gouvernement sortant, remporte 10 sièges. Conduite par Waldemar Tomaszewski, l'Action électorale polonaise (LLRA), parti créé en 1994 et représentant la minorité polonaise de Lituanie, obtient 8 députés et la Voie du courage (DK), fondé par l'ancienne juge Neringa Venckiene, 7 sièges.

La participation s'est élevée le 28 octobre à 35%, soit -17,86 points par rapport au 1er tour du 14 octobre (mais +2,69 points par rapport au 2e tour des élections législatives des 12 et 26 octobre 2008). « *Parfois, les électeurs ne retrouvent pas au 2e tour les candidats pour lesquels ils ont voté au 1er et ne pensent pas que*

les deux candidats restants peuvent défendre leurs intérêts » a indiqué Zenonas Vaigauskas, président de la Commission électorale centrale lituanienne.

La semaine passée, des manifestations d'étudiants ont rassemblé plusieurs centaines d'étudiants qui protestaient contre la fraude électorale du 1er tour, notamment les achats de voix, à Vilnius. Le 1er tour des élections législatives de la circonscription de Visaginas-Zarasai (nord) a d'ailleurs été annulé par la Commission électorale centrale.

Le Premier ministre sortant Andrius Kubilius a payé le prix de la politique d'austérité qu'il a mis en place pour lutter contre la crise économique qui a fortement affecté la Lituanie (le PIB national s'était contracté de 15% en 2009). Les forces de gauche ont promis d'augmenter le salaire minimum à 1 509 litas (437 €) – il est actuellement de 850 litas – et de revenir à un impôt sur le revenu progressif (la Lituanie possède un impôt à taux unique – flat tax – de 15% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés).

« *Nous devons stimuler l'économie lituanienne, créer des emplois et mais sans dépenser de l'argent que nous aurions emprunté. Nous devons augmenter les revenus partout où cela est possible et nous concentrer sur les secteurs de l'économie où les salaires sont particulièrement faibles. Il n'y aura pas de réforme fiscale brutale ni de révolution budgétaire* » a indiqué le leader social-démocrate Algirdas Butkevicius. Les partis de gauche se sont également engagés à maintenir une politique budgétaire « responsable ». « En prenant en compte les marchés financiers, l'appartenance à l'Union européenne et les procédures européennes

pour lutter contre les déficits excessifs, la marge de manœuvre du gouvernement est limitée. Tout accroissement du déficit budgétaire signifiera un accroissement des emprunts. Par conséquent, il n'y aura pas de changement radical dans la politique menée » a précisé le directeur de l'Institut des relations internationales et de science politique de Vilnius, Ramunas Vilpisauskas. « *La plus grande patrie du programme restera sur le papier et le gouvernement demandera qu'on l'excuse et expliquera qu'il est difficile de tenir ses promesses au sein d'une coalition* » a-t-il ajouté.

Le futur gouvernement lituanien devra donc poursuivre la politique d'austérité du précédent gouvernement d'Andrius Kubilius et disposera de quasiment aucune marge de manœuvre, le pays devant emprunter 7,6 milliards de litas (2,2 milliards €) en 2013 – près de 7% de son PIB – pour refinancer sa dette. Le PIB du pays a progressé de 5,9% l'an dernier et devrait croître de 3% en 2012. La croissance est dopée par les exportations mais la consommation intérieure peine à redémarrer. Algirdas Butkevicius a annoncé que Vilnius devait adopter la monnaie unique en 2015, soit un an avant la date annoncée. La Lituanie devra donc veiller sur ses finances. Le déficit budgétaire, qui s'élevait à 9,4% du PIB en 2009, a été ramené à 5,5% l'an passé, soit un chiffre trop élevé pour que le pays puisse adopter l'euro au regard des critères mis en place par l'Union. Le futur gouvernement aura enfin à cœur de mener à bien la présidence de l'Union européenne que la Lituanie assurera, pour la première fois de son histoire, lors du deuxième semestre de l'an prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.